

BNP PARIBAS: QUIT COAL!

Ce document fait partie d'une série de notes publiées par **BankTrack**, une ONG internationale qui suit de près les activités des banques et leurs impacts sur les populations et la planète. Retrouvez plus d'informations sur les soutiens des banques au secteur du charbon sur le site, en anglais, www.coalbanks.org. Et pour toute information supplémentaire, contactez Yann Louvel, le coordinateur de la campagne Climat et Energie de BankTrack à yann@banktrack.org

MAI 2015



La vie des communautés, sous le regard de la méga-centrale de Tata Mundra en Inde. @JoeAthily, Bank Information Center

BNP PARIBAS : DES AVANCÉES INSUFFISANTES FACE AUX SOUTIENS MASSIFS AU CHARBON

En 2013, BNP Paribas a mis fin à ses soutiens aux principaux producteurs de charbon MTR, une pratique barbare d'extraction minière pratiquée dans les Appalaches. En 2015, BNP Paribas a annoncé qu'elle ne soutiendra pas le financement des projets de mines de charbon situées dans le Bassin de Galilée en Australie, ni de leurs infrastructures associées qui auraient de lourds impacts sur le climat et la Grande Barrière de corail. BNP Paribas serait-elle devenue réticente à prendre des risques en soutenant l'industrie du charbon ? Il n'en est

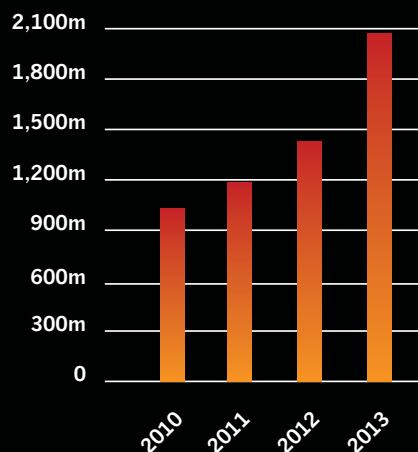
rien. Ses soutiens à cette énergie la plus émettrice de CO₂ demeurent très élevés.

La banque a soutenu le secteur du charbon à plus de 15,6 milliards d'euros entre 2005 et avril 2014, par du financement de projet et d'entreprise, des émissions d'obligations et d'actions et des facilités de crédit renouvelables pour des sociétés minières et de production d'électricité. De quoi en faire la 9^{ème} banque internationale et 1^{ère} banque française à soutenir le plus ce secteur climaticide. 2013 fut même une des plus grosses années

de ses soutiens au charbon sur cette période : plus de 2 milliards d'euros.

Ce sont les risques de réputation et économiques qui ont poussé BNP Paribas, et d'autres banques, à ne pas soutenir le MTR et les projets du Bassin de Galilée. Mais à travers ses soutiens massifs au charbon, et particulièrement à la production d'électricité à partir de charbon, la banque demeure un des principaux co-responsables des changements climatiques. Malgré ses bons points, la banque pourrait donc voir sa réputation attaquée.

SOUTIENS DE BNP PARIBAS AU
CHARBON, 2010-2013, EN MILLIONS
D'EUROS



DEUX CENTRALES AUX IMPACTS COLOSSAUX EN AFRIQUE DU SUD

En 2009, BNP Paribas a aidé la construction des deux énormes centrales à charbon de Medupi et de Kusile, de chacune 4800 MW, en Afrique du Sud. Aux côtés d'autres banques internationales et de la Banque mondiale, BNP Paribas a donc contribué à enfoncer un peu plus le secteur énergétique sud-africain dans sa dépendance au charbon.

Ces deux projets ont été l'objet de critiques de la part des sociétés civiles sud-africaine et internationale dès leur début en raison de leurs impacts colossaux sur le climat, l'environnement local et les populations. La centrale de Kusile a été construite dans une zone déjà très polluée par l'industrie du charbon, où les émissions dépassent les limites autorisées. La seule centrale de Medupi émettra 25 millions de tonnes de CO₂ par an alors que le secteur énergétique sud-africain est déjà un des plus intensifs en carbone au monde et rend le pays responsable de 40% des émissions totales de l'Afrique. Le développement du secteur minier sera nécessaire pour alimenter en charbon ces monstres énergétiques, avec les lourds impacts sur l'environnement, et notamment sur les ressources en eau déjà rares, auxquels nous pouvons nous attendre.

Pour payer les surcoûts induits par les retards des deux projets - Medupi devrait entrer pleinement en service en 2019 au plus tôt, avec 4 ans de retard - Eskom a considérablement augmenté les prix de vente de l'électricité. Medupi produira une électricité un tiers plus chère que l'électricité déjà produite par les énergies renouvelables dans le pays. Dernièrement, Eskom a demandé une énième hausse de 25% à partir d'avril 2015 afin de se relever de la diminution de sa notation à un niveau de pacotille, spéculatif, par Standard & Poors. Ce sont les plus pauvres aussi qui porteront les coûts démentiels des prêts de 1,8 milliard d'euros par les banques françaises et des 3,05 milliards de dollars de financement

par emprunt délivré par la Banque Mondiale, alors que ces projets bénéficieront avant tout aux principales entreprises qui consomment la majeure partie de l'électricité produite à un coût jusqu'à 7 fois inférieur.

Ces impacts massifs, propres à ces énormes projets de centrales à charbon, seront ressentis pendant des décennies. En tant que partie prenante du consortium de banques ayant soutenu les projets, BNP Paribas devrait contribuer à atténuer et compenser les impacts de ces projets et tout faire pour éviter d'être à l'avenir entraîné dans un cauchemar charbonnier similaire.

DES POLITIQUES QUI S'AMELIORENT SANS REDUIRE LES SOUTIENS AU CHARBON

BNP Paribas a des politiques sectorielles qui concernent une partie de ses soutiens aux projets et entreprises du secteur des mines et centrales de charbon. Elles contiennent certaines avancées positives, comme la récente exclusion des « sociétés minières qui sont des producteurs majeurs de charbon issus du MTR dans les « Appalaches ». Pourtant, quelle est leur effi-

cacité étant donné qu'elles n'ont pas permis la réduction du soutien de la banque à l'industrie du charbon et par conséquent des ravages qu'elle cause sur le climat et les populations locales.

En 2014, la banque soutient toujours quelques-unes des plus grandes entreprises de production d'électricité à partir de charbon au monde, dont Engie, RWE et Vattenfall. Pourtant, la banque a une des meilleurs politiques sectorielles pour ce secteur, qui ne requiert pas uniquement des entreprises qu'elles rendent des comptes sur les mesures de diligence raisonnable qu'elles mettent en place et intègre une analyse environnementale générale

(des critères aussi présents dans la politique sur les mines), mais qui fixe un niveau minimum d'efficacité énergétique de 43% pour les pays à haut revenu et de 38% pour les autres pour les nouveaux projets de centrales supérieurs à 350MW.

Mais la principale limite de ce dernier critère est qu'il ne s'applique pas aux soutiens fournis aux entreprises hors financement de projet. Et ces politiques adoptées après le lancement de Medupi et Kusile n'auraient probablement pas empêchées le soutien de la banque aux projets. Ainsi, malgré quelques critères bienvenus, ces politiques demeurent très insuffisantes pour adresser l'ensemble des soutiens

“SOUTENIR LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES” RAPPORT DE RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE 2013



Des militants de Greenpeace accrochent des banderoles sur lesquelles est écrit « Kusile, assassin du climat » au-dessus de la centrale de Kusile située près de Delmas dans la province du Mpumalanga en Afrique du Sud. @Benedicte Kurzen/ Greenpeace

de la banque au charbon, comme le prouve ses soutiens toujours très élevés à ce secteur.

CONTESTATION JUDICIAIRE HISTORIQUE CONTRE UNE CENTRALE EN INDE

La méga centrale de Tata Mundra de 4150MW située dans le Gujarat en Inde, pleinement opérationnelle depuis 2013, est un des projets de centrales à charbon financés par la Banque mondiale les plus contestés par les communautés locales affectées. Depuis le lancement aux Etats-Unis en avril 2015 d'un recours devant les tribunaux suite au dépôt d'une plainte par les pêcheurs et paysans locaux, il est même le premier projet à avoir été financé par la Société financière internationale - la branche de financement privé de la Banque Mondiale - à être porté devant la justice par les communautés affectées.

BNP Paribas, seule banque privée internationale à avoir soutenu le projet a arrangé un prêt de 327 millions de dollars en 2008. Les dangereux impacts de la centrale ont, ces dernières années, fait l'objet de rapports de conformité, notamment par la SFI et la Banque asiatique de développement. Mais l'absence de mesures d'atténuation et d'indemnités adéquates a poussé les communautés à poursuivre la SFI en tant que responsable de la destruction de leurs moyens de vie, de la pollution de leurs terres et de l'eau et des menaces sur leur santé.

Si BNP Paribas n'est pas visé par le recours, BankTrack et les Amis de la Terre appellent la banque à publier ses communications avec l'entreprise et son suivi des impacts de la centrale qui visent - selon elle-même - à établir si Tata Power diminue et corrige les impacts environnementaux et sociaux du projet. A ce jour, nous n'avons toujours pas eu trace des évaluations faites par BNP Paribas.

NOS DEMANDES A BNP PARIBAS EN VUE DE LA COP21

En 2015, année du climat, nous pensons qu'il est temps que BNP Paribas :

- **S'engage à ne plus financer de nouveaux projets charbon via du financement de projets, à commencer par les projets de Rampal, Batang, Plomin C et tout projet charbon en Afrique du Sud.**
- **S'engage à s'acquitter de ses responsabilités à l'égard des communautés en refusant de soutenir les entreprises de l'industrie du charbon et les projets liés à des violations de droits de l'homme.**
- **Signe l'appel de Paris, l'appel aux banques à arrêter le charbon.**

BNP PARIBAS, POUR LE CLIMAT, S'ENGAGEZ L'APPEL DE PARIS AVANT DECEMBRE 2015

En décembre 2015, Paris accueillera la 21^{ème} conférence des Nations-Unies sur le changement climatique. L'objectif de la communauté internationale : maintenir la hausse de la température du globe en-dessous de 2°C, niveau jugé critique pour éviter la catastrophe climatique.

Les banques soucieuses de soutenir la lutte contre le réchauffement de la planète et de développer leurs soutiens aux projets et mécanismes de développement des énergies renouvelables – comme la BNP Paribas prétend l'être dans son dernier rapport annuel – ne doivent pas manquer cette occasion pour prendre des engagements forts en matière d'énergies fossiles.

En vue de la conférence de Paris, BankTrack et ses partenaires appellent donc les banques du monde entier à signer avant décembre 2015 **l'appel de Paris** en signe de leur engagement à mettre un terme à leurs soutiens au secteur du charbon. En France, les Amis de la Terre portent cette demande en direction des banques françaises, à commencer par BNP Paribas.

CHARBON : ENNEMI CLIMATIQUE NUMERO UN

La croissance de la production et de la combustion du charbon est une des premières menaces pour le climat. Le charbon est la plus grande source anthropique d'émissions de CO₂ et représente 44% des émissions mondiales induites par la combustion

d'énergies fossiles. Depuis 2000, la production de charbon au niveau mondial a augmenté de 69% pour atteindre le montant ahurissant de 7,9 millions de tonnes extraites par an. La capacité totale installée des centrales à charbon s'est, elle, accrue de 35% depuis 2005. Nous allons droit au désastre si nous ne sortons pas très rapidement du charbon.

LE ROLE DES BANQUES

Les banques privées jouent toujours un rôle majeur dans le financement de l'industrie du charbon. D'après les recherches de BankTrack, disponibles à www.coalbanks.org, les soutiens des banques au secteur du charbon étaient d'au moins 373 milliards d'euros entre 2005 et avril 2014. A ce jour, il n'y a pas de signe de diminution de ces soutiens qui, au contraire, ont connu une hausse de plus de 360% entre 2005 et 2013.

BNP PARIBAS, LES FUTURES GENERATIONS COMPTENT SUR VOUS

BNP Paribas: en tant que 9^{ème} grande banque internationale et 1^{er} établissement français à avoir le plus soutenu le secteur du charbon entre 2005 et avril 2014, les Amis de la Terre et BankTrack vous invitent à signer l'appel de Paris avant la 21^{ème} conférence des Nations-Unies sur le changement climatique. Nous ne manquerons pas de vous rappeler notre demande dans les prochains mois, et nous serons plus nombreux.

TEXTE DE L'APPEL DE PARIS

En raison de la menace que font peser l'extraction et la combustion de charbon sur le climat, et de l'urgence à transformer l'économie en une économie décarbonée, nous nous engageons à mettre un terme à nos soutiens au secteur du charbon – mines et centrales.

Ce plan de retrait couvrira l'ensemble de nos activités et services - crédit, émissions d'actions et obligations, gestion d'actifs, services de conseil – et commencera par un arrêt immédiat de tout financement de projet dès lors qu'il y a utilisation du charbon. Il sera accompagné d'un transfert de nos soutiens financiers à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.

Nous nous engageons à publier, dans les 6 mois suivant la conférence des Nations-Unies sur le changement climatique à Paris, un plan d'arrêt de leurs financements au secteur du charbon qui inclut un agenda détaillé et des objectifs précis pour l'ensemble de nos activités et services. Nous nous engageons enfin à publier des rapports intermédiaires réguliers sur l'avancée de l'application de notre plan d'arrêt du charbon.

Signé,

BNP Paribas

A VENIR, LE SITE DE L'APPEL DE PARIS: DOTHEPARISPLEDGE.ORG